

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

DÉCENTRALISER SANS MOYENS.
C'EST ENCORE AFFAIBLIR
LES COMMUNES



Sofia Manseri

Après le 49.3 sur le budget, une nouvelle loi de décentralisation se profile : derrière les souhaits de « simplification », de « clarification », le gouvernement ne cache pas que ce nouvel acte de décentralisation est motivé par l'état des finances publiques : l'État cherche à se délester de compétences coûteuses — transports, logement, médico-social — sans garantir les moyens nécessaires à leur exercice.

Les communes, déjà asphyxiées financièrement par les transferts de charges sans compensation, la suppression de l'autonomie fiscale, la baisse des dotations, se retrouvent en première ligne pour répondre aux besoins du quotidien.

Le calendrier, lui aussi, interroge. Concertations expédiées à la veille des élections municipales, quand les élus locaux sont mobilisés sur leurs territoires, mission parlementaire sur les finances locales annoncée sans délai, sans cap, sans garantie... pendant ce temps, un premier texte arrive dès février, comme si l'on pouvait redessiner les compétences sans avoir réglé la question centrale de leur financement.

Nous défendons une décentralisation émancipatrice, fondée sur le renforcement du service public local. Les mairies ne sont pas des sous-traitantes de l'austérité d'État. Elles sont le premier échelon de la démocratie, le lieu où s'organise concrètement l'égalité républicaine.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYEN

BUDGET 2026 :
ÊTRE RESPONSABLE



Christophe Bernier

La décision désastreuse du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale en 2024 a profondément mis en difficulté notre pays. En l'absence de soutien de la population, le président a tenté un coup de poker qui n'a eu pour conséquence que de mettre notre pays dans une situation chaotique. La responsabilité de la macronie est immense et les conséquences de ce chaos touchent d'abord les plus fragiles d'entre nous.

Comme en 2025, l'adoption d'un budget de l'État pour l'année 2026 a été un débat long, complexe et houleux et parfois bien loin des préoccupations des Françaises et des Français.

Face à des partis et à des élu/es qui cherchent à amplifier le chaos dans une logique politicienne, le parti socialiste a cherché des compromis et à infléchir le budget proposé par le gouvernement. Tout au long des débats budgétaires, les député-es socialistes ont lutté pour que les Français-es des classes moyennes et populaires, les retraité-es, les malades et les chômeur-es soient protégé-es des injustes politiques macronistes.

Le parti socialiste a fait le choix d'obtenir tout ce qu'il était possible d'obtenir pour protéger ceux que nous devons défendre : des repas à 1 € pour les étudiant-es, une augmentation de la prime d'activité pour les bas salaires, pas de gel des APL, ni des pensions de retraites, ni des minima sociaux !

Nous considérons que notre mission est d'apporter des avancées réelles ici et maintenant.

LES ÉCOLOGISTES

LA "CLASSE DEHORS",
CHOIX DE RESPONSABILITÉ
ÉDUCATIVE



Délia Toumi

Et si étudier en classe n'était plus la principale proposition éducative ? Et si étudier dehors n'était plus une bizarrerie ? Un consensus semble se produire. Il tient probablement aux données nouvelles imposées par la révolution numérique et son instrumentalisation "techno-politique". Toutes et tous perçoivent en effet l'urgence de rompre avec les "paradis artificiels du virtuel" qui enferment mentalement et physiquement les enfants. Les acteurs de l'éducation observent combien l'enfant est devenu l'objet d'un marché intellectuel qui procède de la perte de repères, de l'exclusion du réel et de l'enfermement mental. Le mot d'ordre partagé est alors de sortir, de s'ouvrir, de retrouver la Nature et le Vivant.

Pour ce qui est de l'école, apprendre et grandir pourrait se faire dans un système scolaire articulant harmonieusement le "dedans" et le "dehors". Même si ces deux environnements présentent des qualités complémentaires, il faut bien admettre que la situation imposerait d'insister sur le dehors. En effet, les rythmes apaisants offerts par la nature permettent d'être disponible ; la richesse d'un environnement bien réel porte à l'observation, aux questionnements, aux échanges entre pairs. Apparaissent progressivement des résultats encourageants des études scientifiques qui confirment les observations des personnels éducatifs. Ce sont, entre autres qualités, des améliorations dans les capacités d'attention, une réduction du stress, des leviers relatifs au développement moteur, à l'imagination, aux acquisitions.

Là, on peut apprendre à "faire société" par et dans la Nature. Le retour en classe devient alors l'une des phases d'un large processus d'apprentissage. On l'aura compris, la "classe dehors" est un choix de responsabilité éducative. Elle est choisie en tant qu'espace d'émancipation, où l'on apprend mieux, avec le corps autant qu'avec la tête.

Les écologistes soutiennent cette évolution éducative. Elle est une véritable réponse de nature sociétale dont l'objet est de protéger les enfants du « logiciel techno-politique » à l'œuvre aujourd'hui.

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

LA PLACE DES FEMMES EN POLITIQUE :
QUAND LE SEXISME PERDURE ET LE
COMBAT TOUJOURS D'ACTUALITÉ



Karine Chalah

En mars, nous célébrons la journée internationale des droits des femmes, la question de la place des femmes en politique demeure centrale. C'est pourquoi, je veux partager avec vous mes trente années d'expérience d'élue bénévole et mon engagement pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde politique.

Je suis une femme élue, et j'ai souvent recherché un équilibre entre vie professionnelle, vie politique et vie personnelle. Cet équilibre est atteignable. Les femmes ont toute leur place dans leurs mandats. Elles sont légitimes, compétentes et elles réussissent brillamment. Il est vrai que nous avons accompli d'immenses progrès en matière d'égalité. En effet, depuis les années 70, on peut noter une évolution du nombre des femmes dans les conseils municipaux, au Sénat et à l'Assemblée nationale. C'est un progrès indéniable et le fruit des luttes menées par celles qui ont ouvert la voie du changement progressif, des mentalités.

Mais le combat est loin d'être terminé, puisque des études montrent que dès le plus jeune âge, les filles sont moins autorisées à s'affirmer. Les filles apprennent davantage à ne pas se faire remarquer, elles sont souvent en retrait pour se comporter comme de bonnes élèves. Contrairement aux garçons qui sont favorisés à développer une attitude à entreprendre et à devenir des leaders.

Les résistances persistent et les stéréotypes de genre n'ont pas entièrement disparu. Alors, il est parfois difficile de s'engager en politique pour certaines femmes à cause des responsables de groupes politiques qui sont majoritairement des hommes qui disposent d'un pouvoir considérable.

Encore aujourd'hui, je constate que dans notre société patriarcale, la politique est conçue par et pour les hommes. Les femmes sont reléguées à leurs vies familiales. Les domaines de pouvoirs et de représentations sont des lieux privilégiés pour les hommes. C'est loin d'être une simple question de représentation, la présence des femmes en politique enrichit le débat public et apporte une approche complémentaire à celle des hommes.

LES RÉPUBLICAINS

DÉFENDRE LA VIE



Philippe Hallais

Une atmosphère mortifère et sinistre souffle sur la France, le paradoxe étant que la France a aboli la peine de mort (uniquement pour les criminels).

Euthanasie. D'aucuns envisagent l'élaboration d'une loi légalisant l'euthanasie. Le traitement des souffrants doit rester l'apanage des soignants, pas des politiques. L'Histoire nous rappelle que les nazis avaient établi des règles meurtrières en exécutant personnes âgées, malades, handicapés et personnes jugées inutiles. L'argument des nazis portait sur l'économie réalisée du fait de l'élimination des « parasites » selon leur expression. En Belgique, il y a quelques années une jeune femme de 23 ans a été euthanasiée pour dépression ! Vers quel monde nous dirigeons-nous ?

Avortement. En France, 245 000 avortements ont été pratiqués en 2025, soit le double du nombre en Allemagne. Il serait judicieux et humain d'aider les femmes qui ont recours à l'avortement pour, souvent, des raisons économiques, sociales et de manque d'information.

Refus de la vie. Notre société a généré une forme d'éco-anxiété dans notre population. La peur de l'avenir incite les jeunes à ne pas vouloir d'enfants, à ne pas produire, à ne pas avoir de projet.

Décroissance. Il y a 2 siècles, l'économiste anglais Malthus prônait tout simplement de faire mourir les pauvres, afin de résoudre la question agricole. De nos jours, certains « spécialistes » affirment l'urgence de la décroissance : moins de véhicules, moins d'enfants, moins de terres cultivables, moins de terrains constructibles. D'autres "spécialistes" demandent que l'on réduise, voire supprime, les voyages aériens, que l'on ne soigne plus les gens après 65 ans, que la mobilité soit réduite, surtout dans les sites ruraux. Certains ajoutent même que doivent être euthanasiés les chiens et chats domestiques (pour sauver la planète ?).

Défendons notre vie et notre existence.

LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE